

PREFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées

Nîmes, le 6 juin 2016

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Subdivision ICPE Gard-Sud
362, rue Georges Besse
30035 NIMES CEDEX 1

**Rapport de l'Inspection des Installations classées
pour la protection de l'environnement au Conseil Départemental de l'Environnement
et des Risques Sanitaires et Technologiques**

Objet	Porter à connaissance concernant la modification de certaines dispositions d'exploitation d'un centre de tri et de compostage.
Référence(s)	Transmission de la préfecture du Gard n° PREF/DCDL/BPE/FG/2016-093 du 2 février 2016.
Pièce(s) jointe(s)	1 exemplaire de la dernière version du dossier fournie le 10 mai 2016

Exploitant	SAS SITA-SUD
Adresse	Siège social : Rue Antoine Becquerel ZAC de la Coupe 11 100 NARBONNE Site industriel : 30320 MARGUERITTES
Activité	Centre de tri de déchets non dangereux et inertes et plate-forme de compostage
Régime	Autorisation

1 - RAPPEL DE LA DEMANDE.

Par bordereau en date du 2 février 2016, la préfecture du Gard a transmis à l'inspection des installations classées, pour avis, le dossier du porter à connaissance concernant la modification de certaines dispositions d'exploitation, du centre de tri de déchets non dangereux et de compostage de Marguerittes, déposé par M. PEVEL Cyrille, directeur d'agence de la Sté SITA-SUD.

Le dossier a fait l'objet d'une demande de complément de la préfecture du Gard suite au rapport de l'inspection du 10 février 2016.

Le dossier a été complété en dernier lieu le 10 mai 2016.

2 - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT.

Le centre de tri et la plate-forme de compostage se trouve à 500 m au nord-ouest du village de Marguerittes, en bordure de l'autoroute A9. Le centre est entouré, au nord, par des zones de garrigues qui comprennent quelques maisons isolées, distantes d'environ 200 m et se trouvant essentiellement au nord et à l'est du site. Le centre occupe un terrain d'une surface de 2,5ha.

L'établissement se trouve à l'intérieur des périmètres de protection éloignée des captages d'alimentation en eau potable de Peyrouse ouest et de la Garne sud.

L'activité sur le site a démarré en 1997.

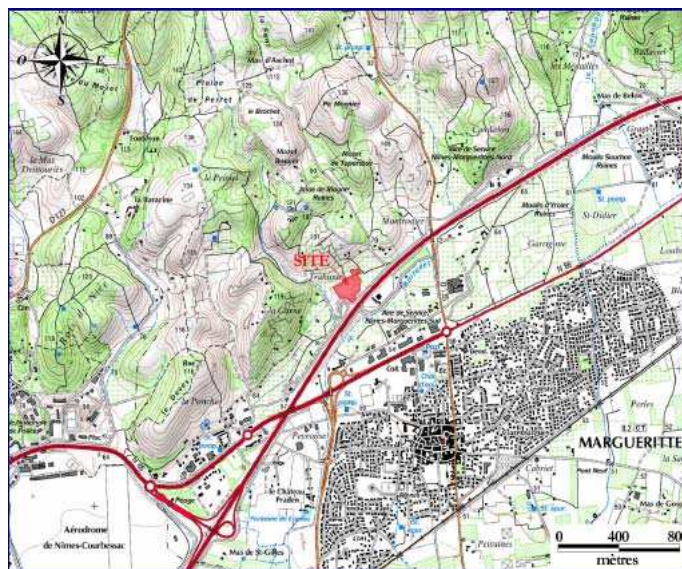


Figure 1 : Plan de situation

Selon le PLU de Marguerittes, le terrain est en zone VI NAa. Il s'agit d'une zone naturelle non équipée pouvant accueillir des activités, relatives à la protection de l'environnement.

Le site emploie 6 salariés.

3 - SITUATION ADMINISTRATIVE.

Le fonctionnement du site est à ce jour, réglementé par les arrêtés préfectoraux ci-après :

- n° 12.049N du 2 mai 2012,
- n° 13.032N du 15 mars 2013,

- n° 14.080N du 30 juin 2014 (garanties financières).

La situation administrative de l'établissement est régulière.

4 - NATURE DES MODIFICATIONS.

La demande porte sur la modification de certaines dispositions d'exploitation du centre de tri de déchets non dangereux et de compostage définies dans l'arrêté préfectoral 12.049N du 2 mai 2012.

Il est important de préciser que la quantité globale des déchets en transit sur le site ne sera pas augmentée du fait des présentes modifications et restera fixée à 44 364 t/an.

Les modifications objet du porter à connaissance sont énumérées ci-après :

4.1 - Abandon de l'activité de transit et regroupement de déchets inertes non dangereux.

L'exploitant a prévu de ne plus accueillir de déchets inertes non dangereux dont le flux autorisé par l'arrêté préfectoral du 2 mai 2012 était de 6 000 t/an.

4.2 - Création d'une nouvelle activité de tri/regroupement de biodéchets et de compostage de biodéchets.

Pour les biodéchets, il s'agit de biodéchets secs (produits céréaliers), de biodéchets humides (fruits et légumes qui arrivent en cartons) en provenance de maraîchers, industries agro-alimentaires. La quantité réceptionnée de biodéchets est limitée à 2 000 t/an.

Ils relèvent de la catégorie des déchets industriels non dangereux.

Les biodéchets seront réceptionnés à l'intérieur du bâtiment de tri sur une aire dédiée de 100 m² (zone 8 du plan de masse).

Les biodéchets secs seront repris (action de regroupement) pour être stockés dans deux bennes étanches d'une capacité unitaire de 15 m³ et positionnées sur la zone Nord (zone 9).

Les biodéchets humides qui arriveront en carton seront déconditionnés manuellement au niveau de l'aire dédiée de 100 m². Les emballages seront séparés des fruits et légumes, qui seront ensuite regroupés dans deux bennes étanches d'une capacité unitaire de 15 m³, dans l'attente de leur évacuation.

L'exploitant sollicite l'autorisation de composter sur le site des biodéchets secs et humides en mélange avec des déchets verts, dans une proportion allant de 0 à 50%, pour une quantité au plus égale à 2000 t/an. Le processus de compostage reste identique et suit les mêmes étapes de fermentation puis de maturation.

Cette activité de compostage relève de la rubrique 2780-2-b et du régime de la déclaration.

4.3 - Création d'une nouvelle activité de tri/regroupement de sous-produits animaux de catégorie 3.

Les Sous-Produits Animaux de catégorie 3 (SPA3) sont définis à l'article 10 du règlement européen n°1069/2009, établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés. Il s'agit de déchets issus de morceaux de viandes, de poissons, de produits d'origine animale ou obtenus à partir d'animaux, comme les produits laitiers, les œufs, ainsi que toutes les préparations en contenant (plats cuisiniers, viennoiseries, pâtes, ...). La quantité réceptionnée de sous-produits animaux de catégorie 3 est également limitée à 2 000 t/an.

Ils ne présentent aucun risque sanitaire. Ils peuvent être valorisés en alimentation animale, et pour produire du biogaz et du compost.

Les biodéchets contenant des SPA3 peuvent provenir de grandes et moyennes surfaces, d'industries ou de services collectifs à la restauration, d'industries agro-alimentaires ou d'artisans, ou encore de marchés et de vente à l'étal.

Tous ces déchets relèvent de la catégorie des déchets industriels non dangereux.

Les SPA3 ne feront que transiter sur le site, ils seront entreposés uniquement à l'intérieur du bâtiment. Leur élimination s'effectuera dans des installations de valorisation agréées externes.

En parallèle à ce dossier, l'exploitant devra solliciter auprès de la Direction Départementale de la Protection des Populations du Gard, un agrément sanitaire pour l'entreposage de SPA3 conformément à l'arrêté ministériel du 8 décembre 2011 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés en application du règlement (CE) n°1069/2009 et du règlement (UE) n°142/2011.

4.4 - Création d'une nouvelle activité de regroupement de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE).

L'exploitant déclare la mise en place d'une activité de regroupement de DEEE sur une surface au sol, étanche de 450m², pour un flux annuel de 4000 tonnes.

Les écrans (téléviseurs, moniteurs) seront stockés dans des conteneurs maritimes métalliques fermés de 17 à 20 m³ de capacité unitaire. Les appareils électroménagers froid et hors froid, ainsi que les petits appareils ménagers seront stockés au sol ou dans des bennes de type ampliroll, sur une hauteur au plus égale à 2,5 m ;

4.5 - Modification de l'organisation de l'activité de traitement des déchets verts, notamment par la modification des proportions de déchets verts broyés et compostés sur place.

L'exploitant souhaite modifier les flux de déchets verts qui transitent ou qui sont compostés sur place, selon les tonnages suivants :

- Déchets verts pour compostage in situ en mélange ou non avec des biodéchets : 2 000 t/an ;
- Déchets verts pour regroupement in situ puis valorisation externe : 22 000 t/an ;
- Transit de compost produit à l'extérieur du site : 0 t/an (abandon de cette activité) ;

Le tableau ci-après résume ces modifications :

	Activités déjà autorisées	Activités sollicitées
Déchets verts pour compostage in situ en mélange ou non avec des biodéchets	6 000 t/an	2 000 t/an
Déchets verts pour regroupement et broyage seul	10 500 t/an	22 000 t/an
Compost en transit	7 500 t/an	0 t/an
Total	24 000 t/an	24 000 t/an

Les déchets verts non compostés in situ seront broyés sur site dans une proportion de 2/3 maximum, ce qui représente un volume maximum de 16 000 t/an de déchets verts. Rapportée aux 312 jours d'activité annuelle du site, la production de broyats de déchets verts représente un volume moyen de 51,3 t/j. Ce broyat de déchets verts est destiné à être livré à des installations de compostage dûment autorisées au titre des ICPE, à des agriculteurs pour compostage en bout de champs, ou à alimenter des chaufferies au bois.

4.6 - Réorganisation spatiale de l'activité de réception et traitement des déchets de bois.

L'exploitant se propose de déplacer l'activité de déchargement, tri et stockage du bois de la plate-forme dédiée, située au nord du centre de tri, pour l'installer à proximité de la plate-forme de compostage des déchets verts, à l'est du site. Les déchets de bois y seront directement déchargés, puis triés et stockés en vrac, ces différentes étapes étant organisées côte à côte sur une aire 500 m², matérialisée sur le plan, aire n°5.

Ces déchets de bois feront l'objet d'un broyage, pour un volume d'activité de 3500 t/an. Corrélativement la quantité de déchets non dangereux en transit sur le centre de tri sera ramenée de 13 500 t/an à 11 500 t/an.

Ils seront ensuite évacués vers des activités de transformation du bois, de co-incinération, ou de combustion.

La hauteur de stockage sera de 3 m maximum.

4.7 - Réorganisation spatiale des stocks de papiers/cartons, plastiques, et refus de DIB.

L'activité de déchargement, de tri et de stockage des papiers et plastiques, est réorganisée de la manière suivante :

- Les déchets sont déchargés en vrac à l'intérieur du centre de tri, sur l'aire n°1, de 100 m².
- Puis les déchets sont triés à l'intérieur du bâtiment, puis stockés selon plusieurs modalités :
 - Papiers/cartons : ils sont triés puis stockés en vrac dans un box de 50 m² (emplacement n°2 sur le plan des stocks), avant d'être conditionnés en balles, et stockés par la suite à l'extérieur du centre de tri, sur une l'aire n°6, qui représente une surface disponible de 185 m². Sur cette aire, les papiers et cartons occupent respectivement une surface de 30 et 100 m².
 - Plastiques : ils sont triés puis entreposés en vrac dans deux box dédiés (emplacements n°3 et 4) de 50 m² chacun, à l'intérieur du centre de tri. Ils sont ensuite conditionnés en balles, puis stockés à l'extérieur du centre sur deux aires : l'une au Nord (emplacement n°7), d'une surface de 95 m², et l'autre à l'Est (emplacement n°6), d'une surface de 55 m².

Enfin, il est prévu de déplacer la zone de stockage des déchets non valorisables (refus de tri), qui étaient précédemment stockés dans des bennes de 30 m³ à l'intérieur du bâtiment, vers la plate-forme nord (anciennement utilisée pour le stockage des déchets de bois) où ils seront stockés soit en vrac (volume maximum de 150 m³), soit dans 3 bennes d'un volume unitaire de 30 m³, sur une aire dédiée de 100 m² (aire n°11).

4.8 - Intégration d'une parcelle au périmètre ICPE existant.

L'exploitant demande que soit intégré dans le périmètre d'exploitation du site, la parcelle cadastrée 963p, pour une surface de 1330 m². La parcelle est utilisée pour le stockage de bennes vides. Elle est entourée d'une haie qui la dissimule depuis le chemin d'accès.

La superficie totale du site se trouve portée de 24 833 m² à 26 163 m², soit une augmentation de surface de 5,3 %.

4.9 - Modification de la liste des déchets admis et interdits.

L'exploitant sollicite la modification de la liste des déchets définie à l'article 1.5 de l'arrêté, afin de permettre l'acceptation de biodéchets, des sous-produits animaux de catégorie 3 en provenance d'industries agro-alimentaires, de la grande distribution et de la restauration et de prendre acte de l'abandon de l'accueil des déchets inertes non dangereux.

4.10 - Suppression envisagée d'un bassin de rétention.

L'exploitant souhaite supprimer le bassin de rétention n°2, situé au nord de la plate-forme de tri des déchets verts qui ne collecte que les eaux de pluie de sa propre emprise du fait de la non réalisation de l'aménagement de la partie nord-est du site. Ainsi l'utilité du bassin n'est plus avérée en l'absence du 3ème bassin versant.

Il est donc envisagé de le supprimer par remblaiement avec des matériaux inertes, sans imperméabilisation de la surface ainsi libérée.

5 - INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME :

Le tableau ci-après actualise le classement du site en prenant en compte les modifications d'activités objet du présent rapport et les dernières modifications de la nomenclature.

Rubrique	Installations et activités concernées	Régime
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant d'environ 2922 m³ répartis comme il suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aire de déchargement avant conditionnement : 300 m³ - aire de stockage des plastiques avant conditionnement : 300 m³ - aire de stockage des papiers avant conditionnement : 150 m³ - aire de stockage de balles plastiques : 360 m³ - aire de stockage de balles cartons et papiers : 312 m³ - plate-forme de transit et préparation de déchets de bois : 1 500 m³ 	A
2716-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant d'environ 8 200 m³ répartis comme il suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aire de déchargement de DIB en mélange : 300 m³ • aire de stockage des refus de tri : 240 m³ • aire de stockage des biodéchets secs et humides : 60 m³ • aire de stockage des sous-produits animaux de catégorie 3 : 100 m³ • aire de stockage et de transit de déchets verts bruts ou broyés : 7500 m³ 	A
2791-1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, par des moyens mécaniques (broyage), la quantité totale de déchets susceptibles d'être traités étant au plus égale à 74 t/j</p>	A
2711-2	<p>Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant de 990 m³</p>	DC
2780-1-c	<p>Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation :</p> <p>Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, la quantité de matières traitées étant de 5,48 t/j (2 000 t/365j)</p>	D
2780-2-b	<p>Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation :</p> <p>Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique n° 2780-1 :</p> <p>Compostage de biodéchets, la quantité de matières traitées étant de 5,48 t/j (2 000 t/365j)</p>	D
2713	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface occupée étant de 17 m²</p>	NC

Rubrique	Installations et activités concernées	Régime
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique n° 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant d'environ 210 m³ .	NC

A = Autorisation, DC = Déclaration soumise à contrôle périodique D = Déclaration NC = Non Classé

Les présentes modifications d'activités n'entraînent pas, pour les rubriques relevant du régime de la déclaration, de franchissement de seuil les faisant basculer dans le régime de l'autorisation.

Les nouvelles activités de transit de DEEE et de compostage de biodéchets relèvent du régime de la simple déclaration (rubriques n°s 2711-2 et 2780-2-b).

Le seuil de la rubrique n° 3532, relative à la valorisation par traitement biologique de déchets non dangereux non inertes, introduite dans la nomenclature des installations classées par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées et transposant l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED), fixé à 75 t/j, **n'est pas atteint** (11 t/j < 75 t/j).

6 - ETUDE TECHNIQUE.

A l'appui de sa demande l'exploitant a fourni une actualisation des études d'impact et de dangers établies au mois de septembre 2011 lors de l'actualisation des conditions d'exploitation de la plateforme, prenant en compte les modifications d'aménagements sollicitées et examinant les impacts de ces modifications.

6.1 - Impact paysager.

L'incorporation de la parcelle 963pp dans le périmètre de l'établissement est la seule modification de surface sollicitée. Cette parcelle qui est déjà utilisée dans le cadre d'une activité connexe au centre de tri, pour l'entreposage de bennes vides, est déjà anthropisée. Elle ne subira aucune modification d'usage après intégration.

Une haie paysagère continue avec celle du site autorisé entoure la parcelle et assure son intégration environnementale.

La réorganisation des stockages de déchets sur le site n'est pas de nature à modifier l'impact paysager, car les hauteurs de déchets seront maintenues à une hauteur inférieure à 3m. Les stockages de déchets en périphérie nord du site (zone des DIB, aires n°11 et 12) seront accolés à un mur coupe-feu de 3 m de hauteur. Ils resteront peu perceptibles depuis l'extérieur du site.

L'impact paysager de la nouvelle organisation de l'activité du site sera donc faible.

6.2 - Impact sur les eaux superficielles.

L'activité de transit et regroupement de biodéchets et de SAP3 ne devrait pas générer d'eaux résiduelles en l'absence de lavage des sols du centre de tri, prévu par l'exploitant.

Les déchets non dangereux stockés en extérieur, les DEEE, les déchets verts, les composts en phase de fermentation, maturation et de produits finis, stockés à l'air libre, sont entreposés sur des aires étanches et drainées. Les eaux pluviales rejoignent les bassins d'orage étanches n°s 1 et 3.

Les eaux météoriques issues des surfaces imperméabilisées de la partie ouest (aire de stockage extérieures de déchets non dangereux et aire de transit des DEEE) du site sont traitées par 2 débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures de 100l/s et 3l/s avant de rejoindre le bassin d'orage sud-ouest (bassin n° 3), puis un bassin d'infiltration. Le bureau d'études a vérifié que la capacité de traitement des appareils de traitement était compatible avec la surface des zones collectées.

Les eaux sont dirigées, par pompage, vers le bassin d'infiltration après réalisation d'une analyse permettant de s'assurer de l'absence de pollution des eaux à rejeter.

Pour ce qui est des eaux pluviales de la partie est (aire de compostage) les eaux sont dirigées vers le bassin n°1 puis utilisées pour l'humidification des andains de déchets verts en phase de fermentation ou de maturation. Il n'est pas prévu de rejet de ces eaux sur le site. En cas de risque de débordement du bassin les eaux seront pompées et dirigées vers une station d'épuration des eaux usées urbaines.

Ainsi les modifications apportées au site de Marguerittes ne sont pas susceptibles de générer un risque supplémentaire de pollution des eaux et des sols par rapport à la situation existante.

6.3 - Compensation à l'imperméabilisation.

La réorganisation du centre modifie la gestion des eaux de ruissellement du fait de la suppression du bassin d'orage nord et de la création d'une nouvelle surface imperméabilisée de 650m² pour accueillir les DEEE.

Pour le bassin versant nord-est, le dossier indique que les eaux météoriques de la partie nord du site qui est non aménagée et située au nord de la clôture actuelle, seront déviées par la création d'un fossé de collecte et que la surface remblayée du bassin ne sera pas imperméabilisée.

La capacité à retenir pour le bassin de collecte des eaux pluviales du secteur est, dont la surface imperméabilisée est de 8 700m², est de 870m³ sur la base des préconisations du guide technique de la DDTM du Gard (100 l/m²). La capacité du bassin sud-est (bassin n° 1) de 1 000m³ est donc suffisante.

Pour la partie ouest, l'augmentation de la surface imperméabilisée de 650 m² pour l'aménagement de la plate-forme de transit des DEEE conduit à une compensation de 65 m³. L'exploitant a prévu d'assurer cette compensation en dirigeant les eaux de toiture du centre de tri (surface 1 100 m²) vers le bassin n° 1 dont la capacité disponible (130m³) permet d'accueillir les 110m³ requis.

6.4 - Confinement des eaux d'extinction d'un sinistre.

En cas d'incendie, les bassins n°s 1 et 3 qui sont étanches font office de bassin de confinement des eaux d'extinction. Par ailleurs, le sol du centre de tri forme un volume de rétention de 253 m³ qui est mis en œuvre par la fermeture d'une vanne d'isolement, située à l'extérieur du bâtiment.

6.5 - Impact sur les émissions atmosphériques.

Les Sous-Produits Animaux de catégorie 3 (SPA3) seront stockés uniquement à l'intérieur du bâtiment du centre de tri dans des conteneurs étanches et leur durée de transit sera limitée à 36 heures.

Les biodéchets entrant dans le cadre des nouvelles activités seront, soit stockés en bennes étanches, puis évacués vers des installations de traitement extérieures au site, soit intégrés dans le processus de compostage existant des déchets verts.

Pour maîtriser la formation d'odeurs, l'exploitant a prévu de :

- placer les biodéchets humides dans deux bennes étanches ;
- limiter la durée de transit des bennes sur le site à une durée maximum de 36 h ;
- limiter les quantités de biodéchets humides transitant ou traités sur site à moins de 6.4 t/j (2000t/an) ;

Les quantités annuelles de déchets compostés in-situ seront réduites de 6 000 t/an à au plus < 2 000 t/an ce qui est de nature à diminuer les émissions olfactives.

L'exploitant a fait procéder le 2 décembre 2015 à une campagne de mesure des niveaux d'odeurs sur les différentes zones de compostage. Cette étude a mis en évidence un niveau d'odeur important (5161 UOE/m³) pour la zone de maturation du compost qui traduit un dysfonctionnement dans le mode de production du compost. A la demande de l'inspection l'exploitant a mis en place une consigne d'exploitation de la plate-forme de compostage et une fiche de suivi de la fabrication des lots qui permet de tracer les diverses phases d'élaboration du compost. Le respect de ces procédures

sont de nature à améliorer les pratiques de l'exploitant et à réduire les émissions d'odeurs au niveau de l'aire de maturation.

Le débit d'odeurs global du site a été estimé à $9,459 \times 10^6$ UOE/h et le bureau d'étude BURGEAP a conclu, sur la base de l'étude de dispersion réalisée au mois de juillet 2011 à partir du logiciel de dispersion ARIA Impact, que ce débit d'odeurs n'était pas susceptible de produire une gêne pour le voisinage, selon l'objectif de qualité de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 juillet 2011, fixé à 5 uoE /m3 à ne pas dépasser plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2%.

En conclusion, les modifications apportées à l'organisation et à l'activité du site ne sont pas de nature à engendrer de nouvelles nuisances atmosphériques ou olfactives.

6.6 - Impacts sonores et vibratoires.

Les nouvelles activités ne sont pas de nature à engendrer de nouvelles nuisances sonores.

Une mesure des niveaux sonores réalisée le 29 mars 2011 avait permis d'évaluer les niveaux sonores ambiants en limite de propriété, les émergences correspondantes chez les riverains les plus proches et de conclure à la conformité réglementaire de la situation acoustique.

Le tableau, ci-après, précise ces valeurs.

Repérage des points de mesure	Niveau de bruit mesuré en limite de propriété dB(A)	Niveau sonore limite Période diurne dB(A)
Point 1 (façade ouest)	58	70
Point 2 (façade nord)	56	65
Point 3 (façade sud)	65	70
Point 4 (façade sud)	64,5	70

Les émergences au niveau des riverains les plus proches (maisons isolées) varient de 0 à 3 dB(A), elles sont inférieures à la valeur limite fixée à 5 dB(A) le jour.

6.7 - Impact sur la production de déchets.

L'objectif de l'établissement est, pour les déchets non dangereux collectés, leur valorisation après leur tri sur le site. Les filières de valorisation concernent le papier, le carton, le bois, les matières plastiques et les métaux ferreux et non ferreux, les biodéchets et le verre. Les refus de tri sont dirigés vers les centres de stockage de déchets non dangereux du groupe SUEZ ou l'incinérateur de Vedène.

Pour ce qui est des déchets verts, le compost produit sur site est conforme à la norme NFU 44-051 (amendements organiques et supports de cultures) type 4 et le broyat de déchets verts relève de la catégorie « matières végétales en mélange » de type 7 selon la même norme.

Ils sont commercialisés par la filiale SITA -NEGOCE.

A défaut de conformité à la norme, le compost garde son statut de déchets et doit être éliminé vers un centre de stockage de déchets non dangereux ou disposer d'un plan d'épandage.

6.8 - Impact sur la santé du voisinage.

Les présentes modifications d'activités ne sont pas de nature à engendrer un impact sur la santé des riverains de l'établissement qui sont des maisons isolées situées à environ 200 m.

6.9 - Impact sur le trafic

La quantité globale des déchets en transit sur le site n'étant pas augmentée (44 364 t/an), il n'y aura pas d'évolution de l'impact de l'établissement sur le trafic routier local.

6.10 - Impact sur les risques d'incendie du site.

Le déplacement et la réorganisation des aires de stockage des déchets ainsi que la suppression du bassin n° 2 faisant également office de réserve d'eau a impliqué une actualisation de l'étude de dangers et en particulier la modélisation des flux thermiques issus d'incendies et le redimensionnement des besoins en eaux de lutte contre les incendies.

L'étude a modélisé 7 scénarios d'incendie correspondant aux zones de stockage des matières et des déchets combustibles, en prenant en compte la présence d'un mur coupe-feu REI 120 de 3 m de haut et de 37 m de long sépare la zone de stockage des refus de tri de la limite de propriété au Nord.

La conclusion de l'étude est que les zones d'effets présentant des dangers graves pour la vie humaine (5 kW/m²) sont contenues à l'intérieur des limites de l'établissement. Les zones d'effets correspondant au seuil des effets irréversibles (3 kW/m²) ne sortent des limites du site que sur une distance d'environ 3 mètres au droit de la zone de stockage des refus de tri, dans une zone de garrigues classée inconstructible.

Par ailleurs l'étude montre qu'il n'y a pas d'effet domino entre le bâtiment du centre de tri, les stockages extérieurs et les zones de stockage des déchets verts.

La classe de probabilité associée aux effets débordant des limites du site ainsi que la cinétique de développement des incendies ne sont pas modifiées.

Pour ce qui est des moyens de luttés contre l'incendie, le site dispose de 3 poteaux d'incendie (2 internes au site et 1 situé sur la voie publique au niveau du portail d'accès), dont le débit en simultané est de 129 m³/h. Ce débit est inférieur au débit requis par les prescriptions de l'instruction technique D9 et évalué à 225 m³/h.

Pour atteindre ce débit, la solution retenue et validée par le SDIS du Gard par des courriels des 14 mars et 2 mai 2016 est d'intégrer dans la défense incendie du site un deuxième poteau d'incendie public (PI n°99) d'un débit de 129 m³/h et situé à 180m au nord-est du site. A cet effet l'exploitant devra aménager une voie d'accès des engins de lutte depuis ce poteau jusqu'au portail nord du site, selon les préconisations du SDIS.

7 - GARANTIES FINANCIERES.

Le montant des garanties financières mises en place par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2014 a été réévalué, selon la méthodologie de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, pour prendre en compte les nouvelles quantités de déchets accueillies sur le site.

Le calcul fourni en annexe 7 du dossier est résumé dans le tableau ci-après :

M	Sc	Me	α	Mi	Mc	Ms	Mg
Montant global	Coefficient pondérateur de gestion de chantier égal à 1,1	Montant élimination des déchets et produits	Indice d'actualisation des coûts	Montant inertage des cuves	Montant clôture	Montant surveillance	Montant gardiennage
206 224 €	1,1	128 721 €	0,9865	0,00 €	260,00 €	37 700 €	21 600€

8 - APPRÉCIATION DU CARACTÈRE SUBSTANTIEL DES MODIFICATIONS.

Les conséquences des modifications décrites ci-dessus sont à examiner à partir des dispositions :

- de l'article R. 512-33 du code de l'environnement,
- de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54,

- de la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R 512-33 du code de l'environnement et plus particulièrement des paragraphes III a, b, c, d, e et g

8.1 - Vis-à-vis des seuils de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009.

La demande ne porte, ni sur une activité utilisant des solvants organiques, ni sur une activité mentionnée en annexe III de cet arrêté ministériel du 15 décembre 2009, ni sur une activité relevant de la directive Seveso seuil haut.

Pour ce qui est de la situation des modifications vis-à-vis de la directive IED précitée, codifiée à la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V du code de l'environnement, l'activité de compostage dont la capacité de traitement a été réduite :

- n'atteint pas en elle-même le seuil de la rubrique n° 3532 susvisée (5,48 t/j < 75 t/j).
- et ne conduit pas au franchissement de ce même seuil de 75t/j par addition avec les activités de compostage existantes (11 t/j < 75t/j).

Ainsi l'établissement ne relève pas de cette directive.

La circulaire du 14 mai 2012 permet de considérer, lorsque les modifications envisagées ne conduisent pas à ce que l'établissement dépasse, après extension, les seuils de la directive IPPC/IED, les seuils de la directive Seveso (seuil haut) et les critères de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 susvisé, que lesdites modifications ne sont pas substantielles.

Les présentes modifications entrent dans ce cadre.

8.2 - Examen au cas par cas des modifications.

8.2.1 - Nouvelles activités (paragraphe IIIa de la circulaire du 14 mai 2012).

Les nouvelles activités de compostage et de transit de DEEE relèvent du régime de la simple déclaration (rubriques n°s 2711-2 et 2780-2-b). La circulaire exclue les installations relevant du régime de la déclaration de cet examen.

8.2.2 - Extension de capacité d'une activité déjà autorisée (paragraphe IIIb de la circulaire).

Ce point concerne l'augmentation du volume de stockage de l'installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, dont le volume susceptible d'être présent dans l'installation passe de 8070 m³ à 8 200m³.

Le caractère substantiel est à évaluer en fonction de l'importance des dangers et des inconvénients liés à l'extension d'activité, ainsi que de la sensibilité des milieux impactés et de l'environnement humain.

Le paragraphe 6 du présent rapport a analysé les impacts environnementaux et les risques accidentels liés à cette extension d'activité et a permis de considérer qu'elle n'entraînait pas une augmentation significative des nuisances et des risques d'incendie déjà présents sur le site, ce qui confirme le caractère non substantiel de la modification.

8.2.3 - Rejets et nuisances (paragraphe IIIc de la circulaire).

Les paragraphes 6.1 à 6.6 du présent rapport ont analysé l'impact environnemental liés aux diverses modifications sollicitées duquel il ressort que ces modifications n'entraînent pas une augmentation significative des nuisances déjà présentes sur le site. La réduction de la quantité de compost produite sur le site est même de nature à réduire les nuisances olfactives générées par la fermentation de la matière organique.

Les paragraphes 4 et 5 du présent rapport ont analysé les impacts environnementaux et les risques accidentels liés à la demande et ont permis de considérer que les modifications projetées n'entraînaient pas une augmentation significative des nuisances et des risques d'incendie et d'explosion déjà présents sur le site.

8.2.4 - Extension géographique (paragraphe III d de la circulaire).

L'intégration de la parcelle n°963p dans le périmètre d'exploitation du site, d'une surface de 1330 m² qui est déjà utilisée pour le stockage de bennes vides doit être considérée comme une régularisation d'une situation existante. Il n'y aura pas de modification d'usage de la parcelle. Cette extension géographique, de faible surface, peut être considérée comme non substantielle.

8.2.5 - Risques accidentels (paragraphe III e de la circulaire).

Le paragraphe 6.10 du présent rapport a analysé les risques accidentels liés à ces modifications d'activités duquel il ressort que ces modifications n'entraînent pas un accroissement de l'étendue géographique des zones d'effets létaux ou irréversibles ni de changement de la classe de probabilité associée aux effets débordant des limites du site ainsi que de la cinétique de développement des incendies.

La circulaire précise dans ce cas, que les modifications peuvent être considérées comme non substantielles.

8.2.6 - Nature et origine des déchets pour les installations de traitement (paragraphe III g de la circulaire).

Il n'y aura pas de modification sur l'origine géographique des déchets traités in-situ et les biodéchets, et les sous-produits animaux de catégorie 3 relèvent de la catégorie des déchets non dangereux. Enfin les DEEE feront l'objet d'un simple transit. Ainsi ces modifications peuvent être considérées comme non substantielles.

9 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.

Des éléments fournis dans le dossier de porter à connaissance et de leur examen vis-à-vis des critères définis dans la circulaire du 14 mai 2012, il apparaît que les modifications envisagées n'entraînent pas une modification significative des conditions de fonctionnement de l'établissement ni de nouvel inconvénient notable pour le voisinage et l'environnement. Ces modifications peuvent être considérées comme non substantielles.

Dans ces conditions l'inspection des installations classées propose à la préfecture du Gard de faire application des dispositions de ladite circulaire ministérielle et de considérer que les modifications d'activités sollicitées ne constituent pas **une modification substantielle des conditions de fonctionnement de l'établissement et qu'il n'y a donc pas lieu de prévoir l'instruction d'une nouvelle demande d'autorisation.**

Cette approche est confortée par la circulaire n° 5646/SG du premier ministre du 2 avril 2013 qui demande aux ministres et aux préfets que leurs services « A l'exception des normes touchant à la sécurité, utilisent toutes les marges de manœuvre autorisées par les textes et en délivrent une interprétation facilitatrice pour simplifier et accélérer la mise œuvre des projets publics ou privés ». Néanmoins les conditions de fonctionnement des nouvelles installations doivent être encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire, pris après avis du CODERST, pris en application des dispositions des articles R 512-31 et R 512-33 du code de l'environnement, dont les prescriptions abrogeront celles des arrêtés préfectoraux du 2 mai 2012, 15 mars 2013 et du 30 juin 2014 (garanties financières).

10 - CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS.

L'inspection des installations classées propose de réserver une suite favorable à la demande présentée par la Société SITA-SUD et propose aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté ci-joint qui réglementera l'ensemble des activités de la plate-forme de MARGUERITTES et qui se substituera aux prescriptions des arrêtés préfectoraux du 2 mai 2012, 15 mars 2013 et du 30 juin 2014.